

## Afrique du Sud // Présentation du budget de mi-parcours 2021/2022

*Comme attendu, le premier budget de mi-parcours du Ministre Enoch Godongwana présente une amélioration de la situation par rapport à la loi de finances initiale de février dernier. Les marges de manœuvre dégagées par l'augmentation des recettes fiscales sont allouées pour près deux tiers à de nouvelles dépenses (réponse aux émeutes de juillet) et pour le reste à la réduction du déficit – cela confirme que le ministre souhaite inscrire son action dans la continuité de son prédécesseur, sous le signe de la sobriété et de la consolidation. Les priorités de mener à bien les réformes structurelles et d'investir dans le développement des infrastructures pour relancer la croissance sont une nouvelle fois annoncées, mais reste à se concrétiser pleinement dans les actions du gouvernement.*

**1. Conformément au calendrier budgétaire, le ministre des Finances Enoch Godongwana a présenté le jeudi 11 novembre son budget de mi-parcours pour l'exercice 2021-2022 (Mid-Term Budget Policy Statement – MTBPS).**

**2. Les équilibres de l'exercice budgétaire en cours s'améliorent significativement par rapport au budget initial, bien que la hausse des revenus soit partiellement absorbée par la progression des dépenses en réponse aux émeutes du mois de juillet.** Tout d'abord, le ministère des Finances a nettement rehaussé sa prévision de croissance pour 2021 : de 3,1% en février à 5,1%, grâce à la bonne orientation des exportations et de la consommation. En conséquence, les revenus de l'Etat devraient progresser de 20% par rapport au budget initial présenté en février, générant une marge de manœuvre s'élevant à 120 Mds ZAR. Cette augmentation s'explique principalement par les surprofits réalisés par l'industrie minière, et dans une moindre mesure, par l'efficacité retrouvée de l'administration fiscale, qui avait fortement souffert sous les présidences de Jacob Zuma. Près des deux tiers de cette cagnotte fiscale va être absorbée par une augmentation des dépenses (+4% soit +76 Mds ZAR), allouées principalement au financement des mesures d'urgence mise en œuvre suite à la semaine d'émeutes survenue au mois de juillet, pour 38 Mds ZAR – réintroduction de l'allocation Covid-19 exceptionnelle pour les personnes sans emploi ne bénéficiant d'aucun autre transfert social, transfert budgétaire à l'assureur public SASRIA pour faire face à la forte augmentation des demandes d'indemnisation, fonds de soutien aux PME affectées par les violences et financement complémentaire aux forces de sécurité. Le reste des 76 Mds est alloué à **(i)** la hausse de la rémunération des fonctionnaires accordée au mois de juillet (+1,2% et prime exceptionnelle de 1 500 ZAR en moyenne), pour 20 Mds ZAR ; **(ii)** une allocation additionnelle de 11 Mds ZAR en faveur du plan présidentiel pour l'emploi ; **(iii)** l'achat complémentaire de vaccins pour 3 Mds ZAR ; et **(iv)** un soutien à l'entreprise publique d'armement Denel, en grande difficultés financières pour 3 Mds ZAR. Le ministère des Finances souhaite mobiliser le reste de la cagnotte (44 Mds ZAR) pour réduire le niveau du déficit budgétaire qui devrait atteindre 7,8% du PIB, en baisse de 1,5 point par rapport aux prévisions initiales. En conséquence, le besoin de financement devrait diminuer de près de 15% par rapport aux estimations initiales, pour atteindre 475 Mds ZAR. Il sera principalement financé en ayant recours au marché domestique (à 60%). Le recours aux financements internationaux devrait rester secondaire, couvrant 16% des besoins (dont un prêt d'1 Md USD de la *New Development Bank*, soit environ 15 Mds ZAR), le reste étant couvert par la trésorerie de l'Etat.

**3. La trajectoire budgétaire s'améliore aussi nettement à moyen terme : grâce aux meilleurs résultats enregistrés pour l'exercice en cours, grâce à une légère accélération de l'effort de consolidation, mais surtout grâce au changement de base et de mode de calcul du PIB intervenu en juin.** Le ministère des Finances table sur une réduction continue du déficit au cours des trois prochains exercices. Alors que les dernières prévisions tablaient sur un déficit public représentant 6,3% du PIB en 2024/2025, il devrait

finalement passer sous la barre des 5% du PIB à cet horizon. D'autre part, le ratio d'endettement devrait toujours atteindre un point haut en 2025/2026 – mais au niveau bien moindre de 78% du PIB, contre 89% du PIB prévu dans le budget initial (avant rebasement – contre 80% après rebasement).

**4. Au cours des prochaines années, l'effort de réduction des dépenses portera d'abord sur la masse salariale de la fonction publique** – premier poste de dépense, représentant 60% du budget hors service de la dette. Sur les trois prochains exercices, le MTBPS table sur une augmentation annuelle moyenne de la masse salariale de seulement 1%, loin des prévisions d'inflation, contre une hausse de plus de 9,5% par an entre 2006/2007 et 2019/2020. A noter, toutefois, que la réduction de ce poste ne peut être garantie à ce stade : elle dépendra de l'issue des négociations triennales avec les syndicats, alors que le gouvernement a dû revenir sur son objectif de geler les salaires présenté dans le budget en cours.

**5. Le reste de l'effort d'assainissement devrait porter sur une amélioration de l'efficacité de la dépense et de la gestion des finances publiques**, avec la recherche d'économies en priorité sur la rationalisation des effectifs et des fonctions aux niveaux de l'administration centrale, des collectivités et des entités publiques. Les priorités de lutte contre la corruption et de promotion de la bonne gouvernance ont aussi été réaffirmées par le ministre.

**6. A moyen terme, l'effort budgétaire reste prioritairement axé sur l'éducation et la culture (premier poste de dépenses avec près de 20% du total sur le triennum).** Le service de la dette est le poste qui progressera le plus sur la période (+11% par an), passant du troisième poste de dépenses au second (16% du total). Vient ensuite le développement social (16% du total – en grande partie sous la forme de transferts sociaux directs – en recul de 6% par an). La santé se positionne à la quatrième place (12% des dépenses – stable).

**7. Le ministre a également insisté sur sa volonté d'accélérer la mise en œuvre des réformes et de maintenir un niveau élevé d'investissement public – en cohérence avec le plan massif d'investissements dans les infrastructures annoncé par le président.** Le budget d'investissement public devrait ainsi se maintenir aux alentours des 290 Mds ZAR sur les exercices à venir (une part stable représentant 14% des dépenses) – après avoir progressé de 20% l'an passé.